

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

Excusés : Clare HART.

ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (Secteur sud)

**Modalités d'information et de participation du public au titre du code de
l'environnement (L.122-1-1 et suivants, R122-11 et L.123-19 et suivants)**

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité. Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1, 3 et 4, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics dont, notamment, le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, un poste de police municipale, un bassin d'orage et l'hôtel de ville de Montpellier inauguré le 12 novembre 2011.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

- le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers

le Lez, en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

- l'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue Etienne Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6.000 m² de la place Georges Frêche, le nouvel Hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiée aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC, entrée en phase opérationnelle au printemps 2006, cette extension est aujourd'hui achevée.
- enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez ainsi que la réalisation récente des 3ème et 4ème lignes de tramway a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct de l'hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007. A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le 6 février 2012, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé le principe de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

Ces modifications de périmètre entraînent une augmentation de surface de l'ordre de 0,4 hectares, soit en proportion un peu moins de 2% de surface supplémentaire, à l'échelle de la ZAC. Les modifications de périmètre ont eu pour conséquence une augmentation du programme prévisionnel de constructions de l'ordre de 10 000 m² de surface de plancher, portant la surface globale à 65 000 m² de surface de plancher.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour de l'hôtel de ville et sur l'ensemble de Port Marianne,
- renforcer l'urbanisation à proximité des 3 lignes de tramway qui desservent le secteur,
- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'avenue Germaine Tillion et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le pont André Lévy,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat,
- anticiper le renouvellement urbain des parcelles bâties situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité de l'Hôtel de ville et du tramway.

Dans ce contexte, l'étude d'impact initiale, modifiée à l'occasion de l'extension de la ZAC en 2012 et portant uniquement sur le secteur sud de la ZAC (autour de l'hôtel de ville) fait aujourd'hui l'objet, à l'occasion de l'élaboration du dossier de réalisation de la ZAC, de compléments comme le prévoit l'article R.311-7 du Code de l'Urbanisme.

En application du Code de l'Environnement, lorsqu'une décision d'octroi ou de refus d'autorisation d'un projet soumis à évaluation environnementale a été prise, l'autorité compétente en informe le public. La présente délibération a pour objectif de préciser les modalités d'information et de participation du public.

Cette mise à disposition du public s'appuiera sur plusieurs dispositifs :

1- En application de l'article L.122-1-1 et R.122-11 du Code de l'Environnement :

Les modalités de la mise à disposition, dont la durée ne peut être inférieure à 15 jours, doivent être définies par l'autorité compétente pour prendre la décision et portées à la connaissance du public huit jours au moins avant le début de la mise à disposition.

Ainsi, il est proposé de mettre le dossier comprenant l'étude d'impact à la disposition du public en Mairie de Montpellier aux heures d'ouverture du public et pour une durée au moins égale à 15 jours. Durant toute cette durée, le public pourra formuler ses observations sur un registre.

Huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, ces modalités seront portées à la connaissance du public par avis précisant la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à sa disposition et la durée de cette mise à disposition, les lieux, jours et heures où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Cet avis sera publié :

- par voies d'affichage sur les lieux du projet ;
- dans au moins deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département ;
- sur le site internet de la commune ;

2- En application de l'ordonnance du 3 août 2016 sur la réforme des procédures destinée à assurer l'information du public et de l'article L.123.19 du Code de l'Environnement :

La participation du public par voie électronique se déroulera sur une durée qui ne pourra être inférieure à 30 jours. Le dossier soumis à la participation comprendra l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que le bilan de la concertation de la ZAC.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de la participation électronique, ces modalités seront portées à la connaissance du public par un avis précisant les coordonnées de l'autorité compétente pour prendre la décision et celles des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet, la décision pouvant être adoptée au terme de la participation, la date à partir de laquelle le dossier sera tenu à disposition du public ainsi que l'adresse du site internet sur lequel le dossier pourra être consulté et chacun pourra émettre ses observations.

Cet avis sera publié :

- sur le site internet de la commune,
- par un affichage à l'hôtel de ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modalités ci-dessus proposées de mise à disposition de l'étude d'impact de la ZAC et de l'ensemble des éléments visés aux l'article L.122-1-1, R122-11 et L.123-19 du Code de l'Environnement,
- d'autoriser le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juillet 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Délibération avec tamon Préfecture

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.